La Commune

La fin du miracle espagnol

Etat espagnol

> l'éclatement de la bulle immobilière, et la chute de la consommation, conséquences directes des bas salaires bloqués depuis une dizaine d'années, tel est le cocktail explosif qui a conduit à la destruction de centaines de milliers de postes de travail et à la fin de l'état de grâce pour le gouvernement Zapatero. Face à cette situation, la désertion et le silence des organisations syndicales et d'Izquierda Unida sont criants. Etat des lieux d'un pays qui s'enfonce dans la crise.

Après une longue période de hausse ininterrompue des prix dans l'immobilier, liée au boom de la construction sur lequel l'économie espagnole chevauchait, la bulle spéculative a fini par éclater comme d'aucun s'y attendaient et malgré toutes les campagnes publicitaires qui niaient la crise, louant les performances et l'exemplarité de l'économie espagnole, des campagnes relayées en Europe et en France, notamment, par tous les média.l'Espagne s'étant érigée en leader de la hausse immobilière, c'est celle-ci qui finira par l'étrangler. Son sort était donc joué depuis longtemps, elle y était exposée par la nature même de son économie aux mains de spéculateurs attirés de toutes parts par l'exploitation d'une main- d'oeuvre corvéable à merci, issue de l'immigration spectaculaire que le pays a connue ces dernières années, contribuant à une baisse du coût du travail, d'autant plus alléchante pour la bourgeoisie.Mais tout cela ne lui aura servi à rien, puisqu'en vertu de la loi sur la baisse tendancielle du taux de profit, la capacité de financement est réduite à néant et les investisseurs dans la brique ont dû abandonner le filon maintenant épuisé de la construction immobilière. Ce sont les gouvernements successifs de la monarchie, de Felipe Gonzalez à Zapatero, en passant par Aznar qui ont alimenté la bulle à grands coups d'exonérations fiscales et d'occultation de plus-values faramineuses débouchant sur des scandales financiers, comme ceux de Marbella et d'autres zones du littoral méditerranéen, dans lesquels sont impliqués de nombreux élus de presque tous les partis de la monarchie. Cette bulle vient de leur éclater en pleine figure.

Plan de sauvetage

C'est à un véritable sauve-qui-peut auquel nous assistons aujourd'hui, avec l'injection de cinquante milliards de fonds et de cent milliards de garanties pour les banques, alors que les bénéfices des plus grandes d'entre elles (BBVA, Santander, La Caixa, Caja Madrid et Popular) dépassent les quinze milliards d'euros et alors même qu'on apprend que BBVA va augmenter de dix pour cent les dividendes de ses actionnaires pour cette année. Les entreprises, elles, annoncent des plans de réduction de la production leur permettant d'envoyer en chômage technique des milliers de travailleurs, comme chez Renault, PSA, et SEAT, et d'organiser des licenciements (1680 chez Nissan à Barcelone). Et, pour "lutter" contre la crise, le gouvernement propose d'autres cadeaux fiscaux aux entreprises ou des subventions à celles qui embaucheraient. Tandis que près de deux cent mille travailleurs ont rejoint les rangs des chômeurs en octobre et qu'on annonce que le taux de chômage devrait atteindre 17% en 2009.

Silence complice

Izquierda Unida et les syndicats UGT et CCOO ont réagi en acceptant tous ces plans de restructuration et de licenciements, en acceptant la précarité qui touche plus de 30% de la classe ouvrière, en appelant avec les patrons à la compétitivité qui est à l'origine des bas salaires et la cause principale du déclenchement du krach dû à la crise de surproduction capitaliste. Ils n'ont pas fait le moindre appel à la mobilisation et ont donné leur aval par leur participation au Pacte de Tolède, garant de la paix sociale dans l'Etat espagnol, pierre angulaire de leur collaboration avec le gouvernement. Le secrétaire général de l'UGT, Mendés, se porte même sans aucune vergogne au secours des capitalistes en proposant des allègements fiscaux pour les patrons, ignorant la revendication pressante des travailleurs d'augmentation des salaires gelés depuis des années.Par ailleurs, ils organisent la division des travailleurs en manifestant comme au Pays basque avec les écologistes pour le démantèlement de la centrale nucléaire de Garoña alors que l'UGT de ce site demande son maintien soutenu par tous les travailleurs.Dans ce contexte, toutes les sirènes qui nous ont vanté ces dernières années le " miracle espagnol " rasent les murs. Le miracle n'était qu'un mirage et les travailleurs vont faire les frais de ces mensonges et manipulations. Rompre par la grève générale avec la politique de collaboration de classes de ces dirigeants corrompus, dans l'unité des travailleurs et de leurs organisations, telle est la réponse á la crise capitaliste.

Depuis l'Etat espagnol :

Domingo Blaya,

6 novembre 2008

Modifié le mercredi 12 novembre 2008

Voir aussi dans la catégorie État Espagnol

« L’irruption d’un mouvement de masse mené par la classe ouvrière est nécessaire

L’Espagne, tout comme la France, subit de plein fouet crise économique et épidémique. Quelle est la situation du pays, du point de vue économique, politique social, quatre ans après la... »

Où vont les Anticapitalistes de Podemos ?

Les anticapitalistes en Espagne sont, comme en France le NPA, issus de la crise du Secrétariat unifié 1 . Ce n'est qu'en 2014, après d'autres crises internes qu'ils ont intégré Podemos à... »

Pactes, corruption et lutte des classes

Les forces centrifuges ne cessent d'agiter l'État espagnol. Pour y faire face, les tribunaux de la monarchie tournent à plein régime, comme en Catalogne, où les affaires font la une des médias :... »

Institutions en crise et nationalités

Tout comme 2015, l'année 2016 s'achève dans la crise des institutions issues du franquisme. Les problèmes non résolus débouchent sur des Cortes croupions très polarisées, révélant... »

À l’épreuve du pacte P.P – P.S.O.E

À peine investi, grâce à l'appui du Partido socialista obrero español (PSOE), le gouvernement minoritaire du Partido Popular (PP) se dispose à faire les réformes exigées par l'Union... »

Crise de la Monarchie espagnole : La brèche

La crise politique de l'État espagnol monte d'un cran avec l'investiture du président sortant, Mariano Rajoy, grâce à l'abstention de soixante-huit députés du Parti socialiste ouvrier espagnol... »